

## ***UNEF " Nous ne voulons pas de stratégie d'appareil " Par Karine Delpas, présidente de l'UNEF***

" Nous sommes à une période où l'avenir de l'enseignement supérieur est en débat, où l'université s'apprête à franchir un nouveau cap, celui de l'Europe. Pour le réussir, il faut répondre aux aspirations des deux millions d'étudiants à réussir leurs études, leur vie de jeunes, à être entendus. Face au chômage, à la précarité, à des conditions d'études de plus en plus difficiles, les exigences étudiantes ne cessent de se renforcer pour l'acquisition d'un diplôme de qualité. Cela pose avec force la nécessité de changer l'université, d'engager des moyens conséquents pour y parvenir, d'associer les étudiants à la définition des objectifs d'une université moderne.

" Lorsque les étudiants décident de s'engager pour faire aboutir leurs exigences, les choses bougent. Ainsi, quand ils gagnent le maintien de filières dites "non rentables" à Pau ou à Paris VIII, c'est le développement des savoirs qui progresse. Quand Claude Allègre, inventeur du prêt bancaire étudiant en 1991, est obligé en 1998 d'augmenter le nombre des bourses et des AIE, c'est l'égalité des chances qui se renforce. De la même manière, quand les étudiants en histoire de l'art se mobilisent à Nantes contre la fermeture de la filière, portant le refus de voir les universités mises en concurrence.

" Pour l'UNEF, il est évident que, de manière majoritaire, les étudiants partagent des inquiétudes quant à leur avenir, mais aussi des exigences pour réussir leurs études. Pourtant, nous ne sommes que 3% à être engagés dans une association ou un syndicat, et seulement 13 % des étudiants participent aux élections universitaires. Cette contradiction entre l'ampleur des attentes partagées et le faible taux de syndicalisation nous a conduits, lors de notre dernier congrès, à nous interroger sur l'efficacité des organisations syndicales étudiantes. Nous savons que, pour beaucoup d'étudiants, le monde organisé (syndicat, association...) est vécu comme partisan, loin de leurs préoccupations; un sentiment renforcé par la division du mouvement étudiant, du syndicalisme.

" L'UNEF cherche donc à déployer tous les moyens pour associer le plus grand nombre d'étudiants, pour renforcer le rapport de force et gagner sur nos revendications. L'UNEF a des propositions à faire pour transformer l'université. D'autres en ont aussi. Cette diversité d'expériences et d'idées ne doit pas être facteur de division. Personne n'a le monopole de la vérité : de toute façon, ce sera à l'assemblée des étudiants de décider. Nous devons dépasser nos clivages, prendre le parti pris de l'ouverture, du dialogue, de la confrontation des idées et des expériences. C'est ainsi que nous construirons, avec d'autres, un rassemblement majoritaire pour changer l'université.

" Le mouvement étudiant n'a cessé depuis des années de se diversifier. Les organisations syndicales (UNEF, UNEF-ID, SUD), n'ont plus le monopole de l'engagement étudiant. Chaque année de nouvelles associations se créent pour gagner de nouveaux droits (associations culturelles, de filières, de défense des

tétudiants étrangers, associations gays, résidents en cités U, coordinations en STAPS et en architecture...). Bien sûr, l'UNEF, l'UNEF-ID et SUD Etudiant doivent s'unir, ouvrir à un nouveau syndicalisme. Mais réduire le débat à ces trois seules organisations ne serait pas juste au vu de la diversité du mouvement étudiant.

" Au contraire, l'UNEF souhaite faire appel à l'ensemble des bonnes volontés qui, comme nous, ont décidé de rompre l'isolement et d'agir pour réussir leurs études. Pour cela l'UNEF a décidé d'inviter les étudiants, les syndicats (UNEF-ID, SUD Etudiant) et les associations à tenir ensemble des tables rondes au mois de mai et des assises en décembre 1999 pour décider ensemble de l'avenir du syndicalisme étudiant. Ces tables rondes peuvent permettre de préparer ensemble des initiatives autour du plan social étudiant, de l'harmonisation européenne des diplômes, de la nécessité d'un réengagement financier de l'Etat dans l'éducation... Et de réfléchir et décider d'un nouveau syndicalisme étudiant citoyen, uni et rassembleur.

" Les stratégies d'appareils, les additions de structures au sommet ne nous intéressent pas. Par contre, nous sommes déterminés à ouvrir à un vrai débat public avec les étudiants, les syndicats et les associations pour construire ensemble ce nouveau syndicalisme. Que ces tables rondes et ces assises aboutissent à la mise en place d'une nouvelle organisation étudiante ou qu'elles aboutissent à une autre structure permettant d'unir les forces, ce qui importe c'est que le mouvement étudiant sorte de la division et se dote d'un syndicalisme utile aux étudiants. "

## ***UNEF " Se retrouver dans une même organisation " Par Carine Seiler, présidente de l'UNEF-ID***

" Oui, nous souhaitons réunifier le mouvement étudiant. Le rassemblement est possible, il est souhaitable, c'est le débat que nous voulons lancer.

" La réunification s'adresse à l'UNEF, bien sûr, avec qui nous menons déjà des campagnes communes et, au-delà, à l'ensemble des associations étudiantes et à ceux qui les fédèrent. Les désaccords, les clivages qui existaient au sein du mouvement étudiant se sont maintenant atténués. Les divergences anciennes peuvent être dépassées.

" La question de la réunification ne traverse pas uniquement le monde étudiant. La CGT et la CFDT ont, elles aussi, choisi d'entamer un rapprochement pour faire face aux menaces qui pèsent sur les salariés.

" Il est maintenant temps de rendre le mouvement étudiant plus fort, d'éviter que les forces ne se perdent à l'heure où l'université va subir des transformations importantes, à l'heure où l'on parle d'harmonisation européenne des diplômes, à l'heure où un plan social étudiant est sur le point de se mettre en place, à l'heure où une nouvelle carte universitaire va être définie.

" Dans le domaine social, les clivages qui existaient se sont estompés. Nous nous retrouvons tous sur la nécessité d'obtenir un statut social de l'étudiant, qui concilie justice sociale et autonomie à l'égard de la famille. Aujourd'hui, un tiers des étudiants sont contraints d'avoir recours à un travail salarié, souvent

précaire, pour financer leurs études. Une allocation d'études qui prendrait en compte la situation réelle de l'étudiant permet de répondre à la fois à l'aspiration de justice sociale et d'autonomie. Cette idée peut être partagée par tous.

" Les avancées que nous avons obtenues dans le plan social étudiant, applicables dès la rentrée prochaine, vont dans ce sens. Les étudiants boursiers ne perdront plus le bénéfice de leur bourse en cas de redoublement, de nouveaux publics étudiants seront exonérés des droits de scolarité. La création de commissions d'allocation d'études permettra à des étudiants en situation d'autonomie constatée de bénéficier d'une aide, basée sur la simple idée qu'ils sont autonomes, indépendants financièrement. Tout cela est bien, mais il faut aller plus loin. Pour cela, le rassemblement est nécessaire.

" L'idée que l'université doit évoluer pour être ouverte au plus grand nombre est une idée qui a nourri des batailles communes. Nous savons qu'il s'agit là d'une exigence démocratique. Quelle pédagogie, quels contrôles des connaissances ? Nous nous retrouvons souvent pour nous battre contre toute remise en cause des droits des étudiants, notamment dans le domaine des examens, ou pour exiger haut et fort, face au patronat, la mise en place d'une charte des stages qui permettrait enfin de garantir les droits des stagiaires face aux employeurs.

" Renforcer l'encadrement pour lutter contre l'échec qui exclut en premier cycle les étudiants les plus défavorisés, renforcer la pédagogie à l'université, obtenir la libre inscription en troisième cycle, voilà des objectifs autour desquels le mouvement étudiant doit se retrouver.

" Enfin, nous voulons que soit reconnue l'idée de citoyenneté étudiante. Il faut non seulement promouvoir la participation aux élections, mais, au-delà, une réelle participation des étudiants à la prise de décision. Il ne doit plus y avoir un espace de décision sans contre-pouvoir étudiant.

" L'animation des campus, la vie culturelle, la solidarité avec les étudiants étrangers sont également des engagements forts du mouvement étudiant.

" Alors, certes, il demeure encore des nuances. Mais sont-elles de nature à justifier la division ? Nous faisons au contraire le pari qu'elles pourront s'exprimer au sein d'une même organisation, qu'elles peuvent même être source de richesse.

" Il est maintenant possible de créer une dynamique nouvelle pour le milieu étudiant, de donner un signe fort, de donner corps à l'idée d'engagement au sein de la jeunesse étudiante. De nombreuses associations étudiantes y sont favorables. Elles sont prêtes, n'en doutons pas, à relever ce pari. Il nous appartient de répondre positivement à ce défi. " 29 Avril 99 -

## ***UNEF Un contexte plutôt morose***

Le rapprochement des organisations qui peuplent le mouvement étudiant prend corps dans un contexte marqué par la désaffection syndicale des étudiants. Seuls 3 % d'entre eux sont répartis entre l'UNEF, l'UNEF-ID, ou SUD-étudiants. La plupart ont choisi les deux premières organisations ; et des deux, l'UNEF-ID est majoritaire. Aux dernières élections générales des œuvres universitaires, en 1998, ce syndicat a ainsi recueilli 40 % des voix, tandis que l'UNEF attirait 12,2 % des suffrages. Mais seulement 13 % environ des étudiants ont participé au scrutin.

Devant cet affaiblissement de la représentation étudiante, et l'effacement des principaux points de divergence, chacune des UNEF se prononce pour le regroupement. D'une même voix, ou presque. Car si les motifs sont clairs et partagés, les mots pour qualifier la teneur exacte de l'entente jouent sur de subtiles nuances. Sans équivoque, l'objectif est la réunification du mouvement syndical pour l'UNEF-ID, au nom de l'efficacité de l'action qui passe par le rassemblement des forces existantes. Pour l'UNEF, la synthèse est difficile à réaliser.

Exit l'expression " réunification syndicale " : le congrès a, voilà un mois, rejeté à la majorité cette formulation, tout en laissant la porte ouverte à une collaboration proche, notamment autour de tables rondes et de consultations avec les associations et les autres syndicats étudiants. Les dernières élections, en mars dernier, à la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France), ont d'ailleurs été l'occasion pour des représentants de l'UNEF et de l'UNEF-ID de se faire élire avec 40 % des voix, sur une liste commune. La question du rapprochement occupera sans doute largement le congrès de l'UNEF-ID, d'aujourd'hui au 2 mai à Toulouse.

En tout état de cause, si l'entente occupe de plus en plus l'actualité, elle ne se fera qu'au terme de longues négociations. C'est-à-dire à long terme. SUD-étudiant reste sceptique : " Si nous sommes favorables à toute occasion de mener le débat avec d'autres structures syndicales sur l'unité d'action à construire pour mettre un coup d'arrêt aux réformes engagées par Allègre dans l'enseignement supérieur, SUD-étudiant ne compte pas pour autant servir de caution extérieure à un débat qui touche essentiellement les deux UNEF."

Anne-Sophie Stamane

## ***UNEF Trente ans de discorde***

1907: Naissance à Lille, d'un rapprochement entre une dizaine d'associations étudiantes. Proche des pouvoirs publics, elle entretient une culture démocratique dans les universités, et s'occupe de la vie quotidienne des étudiants (restauration, santé...).

1956: L'UNEF sort du corporatisme étudiant. Elle prend position en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

1960: Entretient des liens avec les étudiants nationalistes algériens, et organise les premières manifestations de rue contre la guerre d'Algérie.

1969: A l'intérieur de l'UNEF, naît la tendance UNEF-Renouveau.

1971: Scission de l'UNEF à partir du dilemme de la participation ou non aux élections universitaires, finalement rejetées. D'un côté: l'UNEF-Renouveau, notamment animée les étudiants communistes. De l'autre: l'UNEF, qui s'affaiblit sous la pression des différents courants qui la traverse.

1981: L'UNEF devient l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), et regroupe les étudiants de la gauche non-communiste.

1983: l'UNEF-Renouveau devient l'UNEF-SE (solidarité étudiante), puis l'UNEF, proche des communistes.

1999: UNEF et UNEF-ID présentent une liste commune pour les élections à la mutuelle (MNEF).